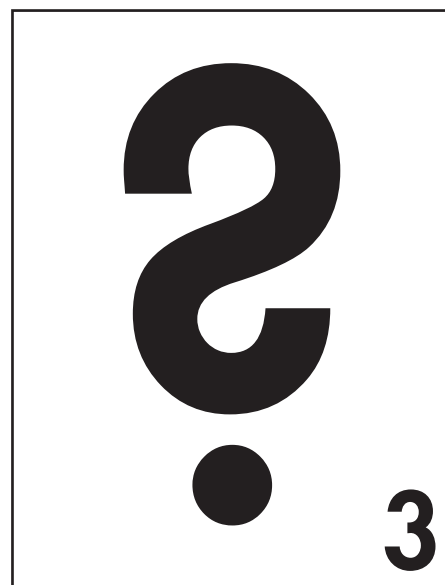
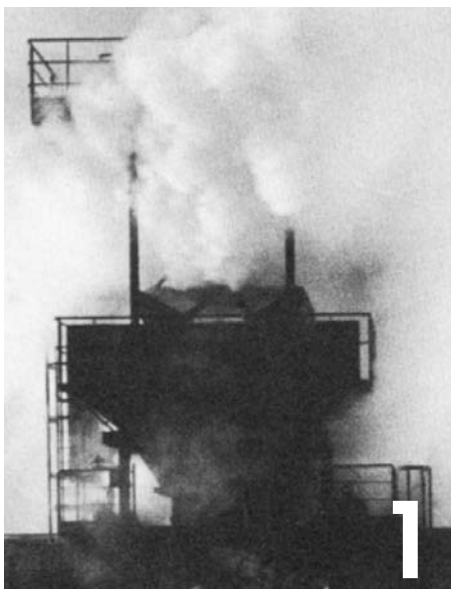


L'avenir économique luxembourgeois: les bases



Le jour même où nous bouclons le présent dossier, le STATEC publie ses nouvelles estimations concernant l'évolution économique luxembourgeoise : Après une croissance exceptionnelle de 8,9% du produit intérieur brut (PIB) en 2000, l'évolution s'est brutalement ralentie (1%) en 2001. Pour l'année courante la croissance du PIB devrait se situer entre 0,5% et 2%. C'en est fini de l'exception luxembourgeoise en matière de croissance. Or, l'année dernière les députés ont voté une réforme du système des pensions qui tablait sur une croissance soutenue de 4% par an au cours des 50 prochaines années ...

C'est cet optimisme des milieux syndicaux et politiques qui avait fait dire au premier ministre que ces pensions ne pourraient être financées qu'à la condition que d'ici 50 ans la population résidente compterait 700 000 habitants. On sait les discussions que cette petite phrase a déclenchées. Les populistes ne manquaient pas de s'alarmer devant le prétendu déferlement d'immigrés

auquel il faudrait s'attendre. D'autres se demandaient comment préserver notre environnement naturel dans ces conditions. *forum* s'est aussi penché (dans son n° 218) sur la question de savoir comment loger ce beau monde si l'on sait que le gouvernement peine à réduire la pénurie de logements depuis quelques dizaines d'années.

Pour ce numéro la rédaction a choisi, à la suite d'un article qui lui avait été proposé dès le printemps, de voir de plus près quelques paramètres cruciaux qui seraient à la base de tels pronostics. Nous nous penchons donc à l'aide de quelques experts sur l'avenir économique du Luxembourg qui nous semble – au-delà de ce fétiche des 700 000 habitants – constituer le fondement de notre avenir tout court, y compris surtout d'une redistribution plus juste de nos richesses à l'intérieur de la société luxembourgeoise et d'un partage avec les plus démunis de la terre.

À la suite d'un court rappel historique, six experts, qui portent de hautes res-

pensabilités soit sur le plan de l'action économique ou de l'observation de l'évolution économique, nous livrent leurs réflexions sur les bases qui doivent présider, à leurs yeux, à toute réflexion sur le développement futur de l'économie luxembourgeoise. Nous nous réjouissons de leur franc parler, même s'il demande parfois une lecture attentive, mais qui est loin de la langue de bois de bien d'articles qui paraissent régulièrement dans le supplément économique de tel journal ou hebdomadaire. Nous avons par ailleurs ajouté un article de Kuno Füssel qui nous rappelle le contexte international: la globalisation et ses conséquences pour la majorité des habitants de notre planète, les deux tiers qui vivent et sombrent de plus en plus dans la pauvreté.

Nous avons bien conscience des limites de notre entreprise. *forum* n'est qu'un journal; nous ne prétendons pas publier tous les mois un livre scientifique. Nous aurions bien aimé discuter aussi la question de savoir quel est le dosage appro-

prié entre le secteur tertiaire et secondaire ou, si l'on préfère, entre le secteur bancaire et l'industrie. Nous aurions dû aussi donner la parole à un représentant de l'artisanat, caractérisé par les petites entreprises. Mais cela n'est que chose remise: pour 2003 nous préparons un dossier entièrement consacré à ce secteur.

Malgré ces lacunes nous avons découvert dans les contributions remises une belle unanimité pour insister sur la nécessité de repenser la formation, initiale et continue, et de développer au Luxembourg la recherche, alors que certaines voix s'élèvent déjà pour dire que face à la crise qui menace il ne faut pas gaspiller les deniers publics dans la création d'une université! Elle s'avère pourtant de plus en plus nécessaire si l'on apprend qu'entre 1991 et 2001 la part des universitaires parmi les immigrés a augmenté de 20% à 40% (résultat du recensement de la population de 2001 que Jean Langers vient de révéler lors d'un récent colloque de l'ASTI).

L'avenir économique du Luxembourg est unimaginable sans l'apport des immigrés et des navetteurs de la Grande

Région. Plusieurs contributions y font une référence explicite. Que nous ne leur ayons pas consacré un article à part tient au fait que nous avons voulu mettre l'accent sur les aspects économiques proprement dits, dont l'opinion publique semble se préoccuper beaucoup moins. Nous renvoyons par ailleurs aux conclusions du colloque récent de l'ASTI sur les enjeux des migrations: défis pour l'économie et la cohésion sociale! Publiées dans la première partie de ce numéro de forum.

Par contre nous étions étonnés de constater qu'aucun auteur n'aborde la question écologique et le développement durable, à moins qu'on n'interprète l'appel de Guy Schuller de définir "un projet de société plus explicite, établi sur un nouveau cadre référentiel éthique et commun" en ce sens. Ou les libertés humaines dont parle Raymond Wagener qui se réclame du même Amartya Sen que Guy Schuller, et qu'il veut comprendre comme développement optimal des potentialités de tout homme.

L'aspect le plus innovateur de ce dossier est en effet sans doute l'urgence

avec laquelle au moins trois auteurs (Schuller, Wagener, Weber) réclament une réflexion sur les orientations à donner au futur développement économique, alors que depuis des décennies les forces politiques au pouvoir préconisent plutôt un "pragmatisme" voire un "laisser-faire", tout en n'excluant pas des mesures d'accompagnement. Cette absence d'objectif et d'orientation comporte des risques qu'il devient urgent de ne plus ignorer – surtout au seuil d'une période économique plus difficile.

De manière plus générale, si l'on continue à ériger la croissance économique comme fin en soi au lieu d'en faire un outil servant à étendre les potentialités de chaque membre de la société, voire de l'humanité et si on laisse donc les conditions naturelles de vie se détériorer davantage, les prochaines générations risquent de n'avoir même plus la liberté de vivre. C'est cette liberté fondamentale qui est en jeu si la politique ne réussit pas à juguler la liberté économique. C'est ce questionnement sur l'avenir tout court qui sous-tend (aussi) les questions sur l'avenir économique du Luxembourg.

m.p.

